

icipation comme membre de l'OTAN et la question connexe de notre contribution militaire en Europe. Notre décision a été à l'effet que le Canada est et restera membre à part entière de l'Alliance de l'Atlantique Nord. La sécurité du Canada est très étroitement liée à celle de l'Europe et le Canada continuera à l'avenir à jouer son rôle dans l'organisation de la sécurité européenne. Ces décisions ont été prises après un examen approfondi des facteurs présents et de l'évolution en Europe, des courants d'opinions au Canada, ainsi que d'un choix qui s'offrait à nous; ce choix allant d'une forme de désengagement à une participation plus active dans les mécanismes de défense collective. Peu de pays de l'OTAN, s'il en est, ont soumis à un examen si approfondi leur appartenance à l'Organisation. Que le Canada ait pris cette initiative et ait conclu qu'il est dans son propre intérêt de demeurer au sein de l'Alliance, tout en maintenant sa participation militaire en Europe, ceci renforce, il me semble, cette alliance. Dans ce contexte, la répartition précise des effectifs militaires canadiens entre l'Europe et les régions nord-américaine et atlantique, est avant tout une question de savoir où et comment ces effectifs peuvent être utilisés de la façon la plus efficace et selon l'intérêt commun. Je puis vous dire toutefois qu'il n'entre pas dans l'intention du Gouvernement canadien de réduire de nouveau le niveau de ses contributions militaires en Europe dans un avenir prévisible.

La révision de notre politique étrangère est allée beaucoup plus loin que les seules considérations de sécurité. Par nécessité, une bonne partie de cet exercice a été consacrée au problème crucial auquel le Canada doit faire face, soit: comment vivre séparément, mais aussi en harmonie avec les Etats-Unis, la plus grande puissance mondiale? Les nations de l'Europe de l'Ouest ont également ce problème en commun, mais dans le cas du Canada, il revêt une dimension plus grande à cause de la proximité géographique, de l'interdépendance économique, de la défense commune du continent nord-américain et de l'influence sur la société canadienne d'une culture américaine qui pénètre presque par osmose.

Le maintien d'un degré suffisant d'indépendance économique et politique en face de la puissance et de l'influence américaines est un problème qui nous est commun. Pour faire face à ce problème se trouvent à la fois réunies une communauté d'intérêts et une occasion de coopérer. Nous cherchons à maintenir d'étroits liens politiques, économiques et sociaux avec l'Europe, non pas en guise de mesures dirigées contre les Etats-Unis, mais plutôt afin de créer un sain équilibre à l'intérieur de la Communauté nord-atlantique.

Alors que beaucoup d'Européens sont pleinement conscients des liens historiques et culturels qui lient l'Europe au Canada, ainsi que des grandes possibilités de coopération économique et scientifique qui existent entre nous et qui peuvent contribuer au bien-être de nos sociétés, il y a ici une tendance trop fréquente à dire au Canada: "Vos intérêts sont pleinement protégés de par vos